

2015 à 2020, le quinquennat de trop pour Pierre Nkurunziza

Deutsche Welle, 09.06.2020 Cela fait cinq ans que le Burundi est plongé dans une grave crise politique née de la troisième candidature controversée du président Pierre Nkurunziza. Un quinquennat qu'il n'a pas terminé avant de mourir. Depuis avril 2015, le Burundi n'a plus connu une véritable paix. Les acteurs et les opposants réels ou supposés du président Pierre Nkurunziza font l'objet d'une répression violente et systématique.

Des répressions orchestrées par les autorités burundaises, selon des organisations de défense des droits de l'homme, ont touché une bonne partie de la société civile burundaise. Et certains des crimes sont imputés aux jeunes du Parti au pouvoir les fameux "Imbonerakure" qualifiés de miliciens au Burundi. Entre avril et juillet 2015, c'était difficilement qu'on fermait les yeux la nuit dans certains quartiers de Bujumbura à cause des tirs d'armes automatiques et des détonations de grenades. Des violences qui ont fait jusqu'à près de 2.500 morts entre 2015 et 2019, une période triste dans l'histoire du pays. En effet, la décision prise le 25 avril 2015 par le président Nkurunziza et son parti, le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), pour que le défunt président présente sa candidature pour un troisième mandat, avait rencontré une farouche opposition qui a été réprimée. L'opposition considérait cette nouvelle candidature comme une violation de l'Accord d'Arusha qui avait mis fin à la guerre civile débutée en 1993 au Burundi. L'accord d'Arusha, du nom de la ville d'Arusha en Tanzanie est un traité de paix signé le 28 août 2000 sous l'égide de Nelson Mandela pour faire régner la paix au Burundi. La Ligue ITEKA (Iteka qui veut dire : dignité en Kirundi, la langue parlée au Burundi), a recensé au moins 2.245 victimes de la répression depuis le début de la crise de 2015, dont 555 portés disparus. Et début 2016, ils étaient plus de 250.000 personnes à fuir le pays vers la République démocratique du Congo, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda ou encore la Zambie. Certaines personnes rencontrées dans le camp des réfugiés de Nyarugusu en Tanzanie en 2016 vivaient dans des conditions déplorable malgré l'assistance du HCR. Le terreur a régné au Burundi. Malgré son renoncement, les corps de jeunes supposés proches de l'opposition ou de rébellions continuent, d'être retrouvés presque toutes les semaines cinq ans après. Des journalistes sont portés disparus de même que des opposants politiques et certains sont encore en prison. La liste est longue. De plus en plus de corps sont retrouvés dans des rivières et forêts, et enterrés sans enquête. En 2017, la Cour pénale internationale (CPI) a ouvert une enquête sur des crimes commis au Burundi entre avril 2015 et octobre 2017. Cette procédure a irrité Pierre Nkurunziza qui avait décidé de retirer le Burundi de la CPI.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});